

Monsieur Andrus ANSIP,
Vice-Président de la Commission Européenne
Chargé du Marché numérique unique

Nous, les salariés d'Euronews, vous demandons de nous aider à sauvegarder notre chaîne et les valeurs européennes qu'elle a toujours véhiculées.

Dans les derniers mois, l'inquiétude au sein de notre entreprise n'a fait qu'augmenter. Pour cause, un plan de restructuration qui prévoit la suppression de dizaines de postes de travail dans la rédaction sur l'ensemble des 13 langues de diffusion et aussi au sein du personnel technique, accompagné d'un nouveau projet éditorial mal défini. De plus, une potentielle perte définitive de notre mission d'intérêt public européen, ce à quoi nous nous opposons, devient une véritable préoccupation pour nous tous.

L'équipe ukrainienne sera supprimée, avec, comme conséquence, le licenciement de la plupart des journalistes. Nous sommes fiers de nos collègues. Ils ont permis de raconter à nos téléspectateurs Euromaïdan, le conflit en Crimée et dans le Donbass avec une telle clarté et exactitude (avec le concours des collègues russes) qu'ils ont proposé, et nous n'hésitons pas à le dire, l'une des meilleures couvertures journalistiques de la crise ukrainienne dans le panorama médiatique européen.

Dans une période de tensions persistantes aux frontières orientales de l'Europe, se priver de la voix de notre rédaction ukrainienne constitue une perte inestimable.

Les services en langue farsie et arabe vont subir une forte réduction d'effectifs. Ils disparaîtront de l'antenne pour être présents seulement sur les plateformes digitales. Dans des pays où l'audience télévisée est très majoritaire, ce choix du tout digital est controversé, étant donné qu'internet est toujours censuré en Iran et dans plusieurs pays arabes.

Le dialogue avec l'Iran rend nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, le maintien d'une voix européenne forte, pour accompagner les grands changements en cours. Nos collègues iraniens peuvent témoigner de la grande attention que nos programmes en farsi ont su susciter en Iran et en Afghanistan. Cet intérêt risque d'être perdu en privant les téléspectateurs de contenus médiatiques européens portant, via un canal de diffusion irremplaçable, les valeurs propres à l'Europe, notamment les Droits de l'Homme.

De plus, l'édition turque risque d'être supprimée en raison du non renouvellement du contrat de la part de la télévision publique turque TRT.

Euronews est le plus grand projet de journalisme que l'Europe ait vu naître. La chaîne multilingue a été créée en 1992 grâce à un projet porté par l'UER (Union Européenne de Radiodiffusion) et réunissant plusieurs télévisions publiques européennes. Elle se voyait comme une alternative européenne à l'américaine CNN, chaîne internationale d'information.

Cette idée visionnaire, celle de construire une opinion publique européenne, a pour but ultime le rapprochement des peuples du continent, en faisant mieux connaître les particularités et les problèmes de chacun. En améliorant donc la compréhension réciproque, nous voulons poursuivre notre contribution à la création d'un sens d'appartenance et de citoyenneté européenne, dans le sillon des pères fondateurs de l'Europe.

Exerçant sa mission d'intérêt général basée sur la qualité et la neutralité, Euronews est en train de traverser une crise grave et profonde dans son histoire.

Suite au désengagement financier de nos actionnaires publics et la prise de capital par des investisseurs privés, nous craignons que notre chaîne ne se transforme en une télévision purement commerciale, en perdant de vue les nobles buts qui ont poussé beaucoup d'entre nous à choisir Euronews pour déployer leurs compétences professionnelles au service de l'idéal communautaire.

Dans un monde confronté à des dénis de démocratie et de libertés, au repli sur soi, au retour en force du nationalisme et à une certaine perte d'élan du projet européen, Euronews doit continuer son rôle important de compréhension et de défense des valeurs européennes. Y renoncer, serait une erreur historique de la part de l'Europe.

Face aux risques de déstabilisation de l'UE, accentués par le Brexit, le populisme, les crises identitaires, l'Europe doit affirmer sa position et faire entendre sa voix. Notre vocation est de garantir une couverture de l'actualité proche des citoyens européens et d'être une référence de l'information européenne.

Le soutien des institutions européennes a été jusqu'à présent indispensable à notre développement et a permis la poursuite d'un rêve, d'une ambition, d'un projet européen pour les Européens.

Sans la caution morale et l'appui financier des institutions européennes (Parlement et Commission) :

- Quel pourra être l'avenir d'Euronews en tant que vecteur de l'information européenne?
- Comment Euronews pourra assumer sa mission d'intérêt général auprès des citoyens européens ?

- Qui sera le garant d'une ligne éditoriale libre et clairement européenne, et non pas orientée vers des objectifs purement commerciaux ?

- Comment les salariés d'Euronews pourront poursuivre avec sérénité leur contribution à l'élaboration d'une identité européenne ?

Aujourd'hui, nous vous demandons donc de réaffirmer avec force et clarté votre présence à nos côtés pour :

- garantir et pérenniser un futur économiquement viable et cohérent avec un engagement financier pluriannuel

- défendre les valeurs, les idées et les ambitions du projet Euronews

- renforcer le pluralisme de l'information dans le monde

- assurer notre mission principale d'intérêt public : l'information européenne

Nous sommes certains que vous partagez les mêmes idéaux et les mêmes préoccupations. Nous vous demandons de nous aider à consolider ce projet.

Nous vous proposons donc de nous rencontrer pour mieux nous connaître et discuter de possibles solutions.

Nous vous remercions de l'attention que vous nous accorderez et restons dans l'attente de votre réponse.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en notre considération distinguée.

Les salariés d'Euronews

Le Comité d'entreprise

Les Délégués du personnel

Le Comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail

Les Syndicats CFDT, CFE/CGC, CGT, SNJ